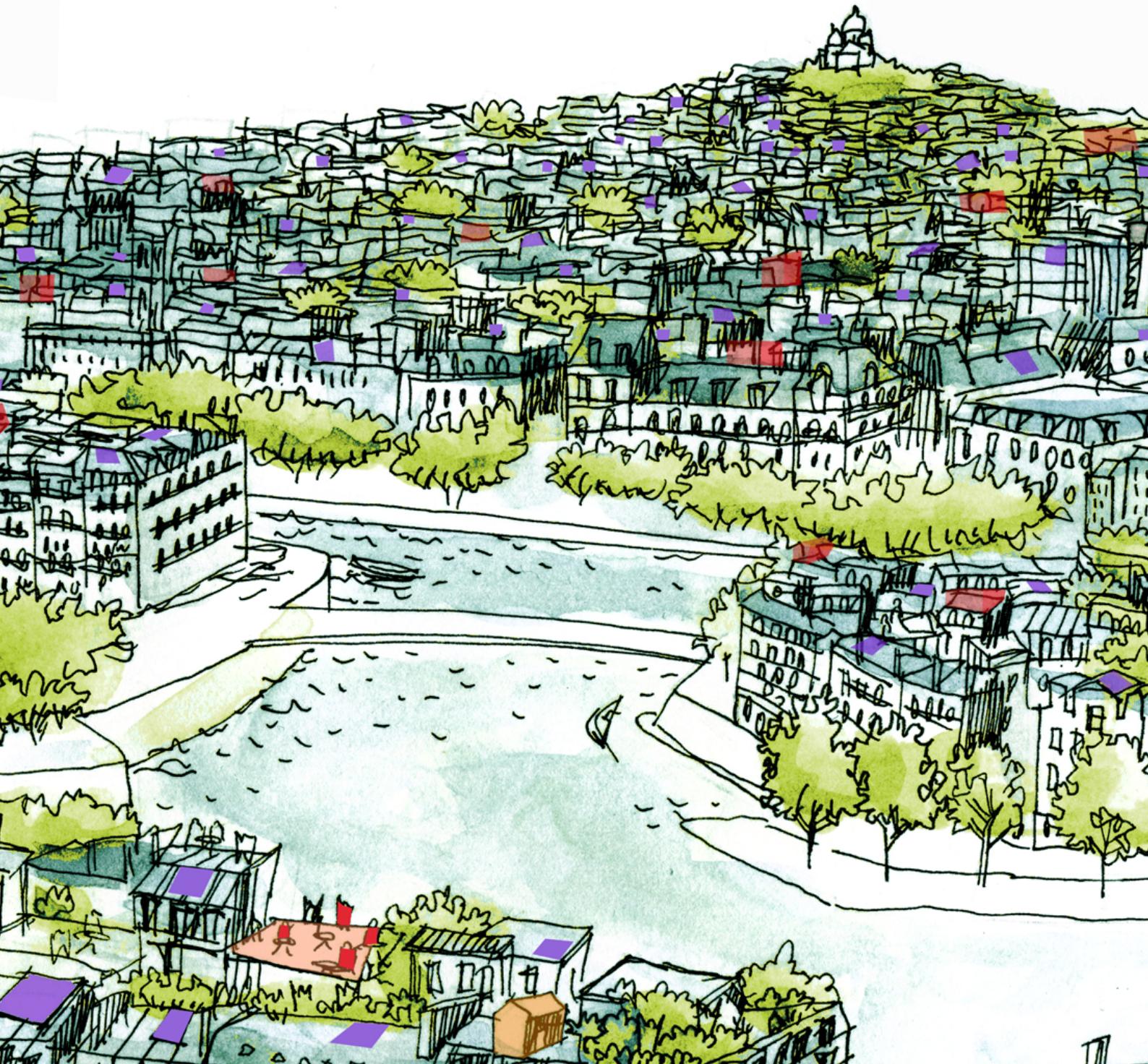


PARIS CHANGE D'ÈRE

Vers la neutralité carbone en 2050

ARTICLES DE PRESSE



PRESSE

Les Échos - Catherine Sabbah
LE DÉFI DE LA NEUTRALITÉ CARBONE EN 2050

Le défi de la neutralité carbone en 2050

auteurs d'une étude commandée par la Ville de Paris au groupement Elioth, mandataire associant Quattrolibri, Mana et Egis Conseil. Ces ingénieurs ont proposé non pas une bible, mais une « grotte d'Ali Baba » de solutions et quelques grandes directions : une ville solaire dont 20% des toits seraient recouverts de panneaux photovoltaïques, mais il faudrait aussi planter une forêt de 10 000 km² ; une ville parfois sans voiture, où covoiturage et transports en commun seraient encouragés, une ville où les bâtiments devraient être rénovés deux fois plus vite qu'actuellement, où les circuits courts

d'agriculture urbaine seraient favorisés et les habitudes alimentaires, modifiées... L'espoir n'empêchant pas la lucidité, les auteurs soulignent les contradictions inhérentes au statut revendiqué de Paris ville monde : comment prétendre à la neutralité carbone tout en vivant du tourisme, et donc de l'activité aérienne particulièrement polluante ? Comment rénover les bâtiments tout en respectant les qualités architecturales d'un patrimoine qui fait l'identité parisienne ? Comment se montrer exemplaire sans rejeter certaines fonctions chez ses voisins, comme le fit la ville au XIXe siècle, en repoussant à ses frontières usines et cimetières... Comment, enfin, assurer un développement politique cohérent sur cinq mandats municipaux sans un pacte civique et politique inscrit dans le marbre ? — C. S.

A blue double arrow icon, pointing right, located in the bottom right corner of the slide.

Usine Nouvelle - Olivier Cognasse

A PARIS, LA NEUTRALITÉ CARBONE EN 2050 PASSE PAR UNE RÉVOLUTION

La capitale s'est engagée vers une réduction drastique de ses émissions de gaz à effet de

serre (GES). L'étude réalisée à la demande de la Mairie propose des mesures radicales. En prévision de la future révision de son Plan climat, la Ville de Paris a commandé une étude au groupement Elioth (groupe Egis), mandataire associant les équipes Conseil d'Egis, Quattrolibri (conseil en stratégies bas carbone) et Mana (bureau d'études et de conseil sociologiques).

A l'occasion de la COP21, elle s'était engagée à réduire de 80% les émissions de gaz à effet de serre en 2050, tout en développant un territoire à énergie 100% renouvelable. A cette occasion, la Ville de Paris a été moteur pour porter la voix des gouvernements locaux. Les villes étant des acteurs essentiels pour la stabilisation du climat.

Le 4 décembre 2015, Paris signe avec plus de 700 maires du monde entier une déclaration fixant l'engagement des gouvernements locaux.

Pour atteindre les objectifs, cette étude propose de réduire de 75% les émissions dans le transport, 85% pour la mobilité personnelles, 75% pour les bâtiments et une solarisation massive intra-muros. Cela passe par 6 millions de m² de toitures solaires, la rénovation de 75% du parc de logements, 150 ha d'agriculture urbaine, une réduction des déchets de 50% par habitant, un passage massif aux voitures électriques, 5 fois plus de fret sur la Seine, la transformation du périphérique en boulevard urbain et 52 week-ends par an sans voiture. Une véritable révolution jugée possible par Elioth qui ne devrait pas ravir les automobilistes. Et le cabinet propose de l'étendre aux millions d'habitants du Grand Paris. 

2



Le monde - Pierre le Hir

CLIMAT : PARIS VISE « LA NEUTRALITÉ CARBONE » EN 2050

DES CHANGEMENTS MAJEURS DEVONT ÊTRE OPÉRÉS DANS L'ÉNERGIE, LES TRANSPORTS ET LES MODES DE VIES

« Rêvons un peu, beaucoup, passionnément même ! Car les débats s'annoncent enflammés. Nous sommes en 2050. Paris a été libérée de la thrombose automobile, ses artères rendues aux piétons, aux vélos et aux véhicules propres. Les pics de pollution ne sont plus qu'un mauvais souvenir. Les bâtiments sont à énergie positive, les toits constellés de panneaux solaires, des parcelles agricoles parsèment les arrondissements, les habitants se baignent dans la Seine... »

Un paysage idyllique aux allures d'utopie ? Voilà pourtant à quoi pourrait ressembler la Ville Lumière au milieu du siècle, si elle se conforme au futur plan climat qui doit être soumis, à partir de l'automne, à ses élus. Le document est encore une ébauche, mais il fixe un cap extrêmement ambitieux : celui d'une cité « neutre en carbone », sans aucune émission nette de gaz à effet de serre. Ce scénario s'appuie sur une vaste étude (368 pages) prospective du groupement de sociétés de conseil Elioth, commandée par la Mairie de Paris, dont *Le Monde* a eu la primeur. Intitulée « Paris change d'ère », que l'on peut évidemment entendre « Paris change d'air », elle se présente comme un grand récit, étalé sur un peu plus de trois décennies. – le temps qu'il a fallu pour procéder à l'électrification de la capitale à la fin du XIXe siècle –, d'une véritable révolution énergétique et environnementale. En voici les grandes lignes.

Selon son dernier bilan carbone, publié en juillet 2016, Paris a réduit d'un peu plus de 9 % ses rejets carbonés au cours de la période 2004-2014, en les ramenant à 25,6 millions de tonnes équivalent CO₂ (dioxyde de carbone). Il s'agit désormais d'accélérer la cadence, pour les faire chuter de 50 % d'ici à 2030, puis de 80 % d'ici à 2050.

La tâche est d'autant plus ardue que le périmètre retenu intègre non seulement les émissions directes des Parisiens, mais aussi leurs émissions indirectes, liées à la production à l'étranger de biens importés. Le transport aérien de marchandises est ainsi pris en compte. En revanche, les déplacements en avion des habitants ne sont pas comptabilisés, alors qu'ils pèsent pour près d'un quart dans le bilan carbone. Il s'agit, il est vrai, d'un poste sur lequel la municipalité a peu de prise, même si l'étude avance quelques pistes pour promouvoir un report vers le rail et des destinations de voyages plus proches. Le trafic aérien des touristes visitant la capitale est lui aussi exclu.

Parc automobile divisé par deuxPour parvenir au but, tous les leviers devront être actionnés. D'abord, la production locale d'énergie renouvelable. Au milieu du siècle, Paris sera une ville solaire, près de 20 % de ses toitures étant couvertes de panneaux photovoltaïques, avec des systèmes de stockage de l'électricité et des réseaux « intelligents » optimisant son usage. En sous-sol, les réseaux de chaleur et de froid valoriseront les déchets urbains, le biométhane, l'eau de la Seine (pour la production d'eau glacée) et la géothermie. Toutefois, cela ne suffira pas à couvrir l'ensemble des besoins par des ressources « vertes ». La ville devra compenser le recours résiduel au gaz d'origine fossile en finançant, hors de ses murs, d'immenses parcs solaires (pour un total de 50 km²) et éoliens (3 000 mât).

Ensuite, la rénovation énergétique des bâtiments résidentiels et tertiaires, auxquels sont imputables un plus de 20 % des émissions carbonées. Le rythme des travaux devra être accru pour les logements sociaux (5 000 par an contre 4 500 aujourd'hui) et,

surtout, pour les copropriétés privées (24 000 par an, deux fois plus qu'actuellement). Des constructions en matériaux biosourcés, comme le bois, contribueront à séquestrer du carbone. En outre, l'habitat partagé (colocation, cohabitation intergénérationnelle...) et les espaces de travail collaboratifs se multiplieront, d'autant que dans trente ans, la métropole devrait compter 200 000 habitants de plus.

Autre grand chantier, les transports de personnes et de marchandises, source de plus de la moitié des rejets présents de dioxyde de carbone. En 2050, le parc actuel de 600 000 voitures individuelles aura été divisé par deux, avec deux occupants en moyenne par déplacement (au lieu de 1,1 aujourd'hui), grâce au développement de l'autopartage et du covoiturage, mais aussi du télétravail. Les véhicules « propres », électriques et hybrides, seront généralisés, les transports en commun, le vélo et la marche à pied encouragés, les week-ends sans voitures systématisés. En revanche, la municipalité écarte d'ores et déjà l'idée d'un péage urbain mise en avant par l'étude, au profit du dispositif de zone de circulation restreinte déjà en place, qui pourrait être étendu à l'autoroute A86.

S'agissant du fret, le transport fluvial et surtout ferroviaire, pour l'instant marginaux, représenteront ensemble 40 % du total. La part routière restante sera assurée par des véhicules utilitaires sans ou à faible émission, un fonds servant à financer le remplacement de la flotte professionnelle.

Les modes de vie et de consommation des citadins devront, eux aussi, se transformer. L'alimentation, à l'origine de près d'un cinquième des rejets carbonés actuels, sera moins carnée, avec des journées sans viande dans la restauration collective. L'agriculture urbaine s'enracinera dans les quartiers, avec des circuits courts de distribution de produits locaux. Dans le même temps, le volume de déchets ménagers sera divisé par deux (de 500 à 220 kg par habitant et par an), avec une promotion de l'économie circulaire. Malgré tout cela, il restera un reliquat, considéré comme incompressible, de 20 % des émissions actuelles de CO₂. Pour les compenser et parvenir à la neutralité, Paris devra séquestrer du carbone hors de son territoire, en plantant ou en entretenant des forêts. Les surfaces nécessaires seront toutefois considérables : il faudrait un espace boisé total de 10 000 km², soit quasiment la superficie de l'Île-de-France.

« Rationnelle » et « raisonnable », cette mutation radicale devra, pour réussir, « conquérir les cœurs et les esprits » et « nourrir l'imaginaire des Parisiens », insistent les auteurs de l'étude. Celle-ci, précise Célia Blauel, adjointe à la Mairie de Paris chargée de l'environnement, ne constitue que l'un des matériaux avec lesquels la ville bâtrira son plan climat, qui s'appuiera aussi sur une concertation avec des experts, des entreprises, des ONG, des citoyens et des métropoles internationales.

Paris ne part pas de rien. Depuis 2007, la municipalité s'est dotée d'un plan climat-énergie, révisé en 2012, qui en fait « l'une des villes les plus engagées contre le changement climatique à l'échelle mondiale », assure Célia Blauel. Anne Hidalgo a du reste pris, fin 2016, la présidence du C40, un réseau de 90 métropoles en pointe dans ce combat. Mais, ajoute l'adjointe à l'environnement, « il faut aujourd'hui aller plus loin et enclencher une dynamique sociale, pour répondre aux enjeux à la fois du dérèglement climatique, de la raréfaction des ressources et de la qualité de vie ». >>



La tribune - Dominique Pialot

CLIMAT : COMMENT PARIS PEUT DEVENIR EN 2050 UNE CAPITALE SANS ÉMISSIONS

KK A l'occasion de la révision de son plan énergie climat, Anne Hidalgo et ses équipes ont mandaté des cabinets spécialisés pour étudier la faisabilité d'une capitale neutre en carbone au milieu du siècle. Verdict : c'est possible, à condition de changements drastiques des modes de vie mais aussi d'une gouvernance permettant de graver les objectifs parisiens dans le marbre et d'assurer leur cohérence avec ceux de son environnement. Des JO neutres en carbone comme ceux que propose la candidature Paris 2024 n'ont rien d'un coup ponctuel ; ils préfigurent au contraire l'ambition affichée par la capitale française : devenir une ville neutre en carbone à l'horizon 2050.

C'est à l'occasion de la révision de son plan air-climat énergie incluant un plan d'action détaillé à 2030 et une vision à 2050, qui doit être soumis aux élus parisiens l'automne prochain, que la Ville de Paris s'est livrée à un exercice peu commun. Plus précisément, Anne Hidalgo et ses équipes ont fait plancher Elioth, un groupement constitué des cabinets Egis Conseil, Quattrolibri et Mana, pour explorer la faisabilité et les pistes d'un avenir sans émissions nettes de CO₂. Conclusion de ce rapport intitulé « Paris change d'ère, vers la neutralité carbone en 2050 » : cet objectif est atteignable, mais il implique d'accélérer très nettement les efforts entamés ces dernières années.

En effet, si Paris a déjà réduit ses émissions de 9% entre 2004 et 2014, la neutralité carbone en 2050 passe par une baisse drastique de 50% d'ici à 2030 et 80% d'ici à 2050. Alors que dans le même temps, la population parisienne devrait passer de 2,2 à 2,4 millions d'habitants...

Les calculs des consultants prennent en compte les émissions indirectes des Parisiens, notamment celles correspondant à la production et au transport des biens de consommation fabriqués ailleurs, y compris à l'étranger. En revanche, ça n'est pas le cas de leurs déplacements aériens, ni de ceux des nombreux touristes qu'accueille la capitale.

FAIRE FEU DE TOUT BOIS

Transport, bâtiment, alimentation, déchets... tous les postes d'émission de gaz à effet de serre sont passés en revue.

A tout seigneur, tout honneur, les transports (personnes et marchandises), qui pèsent aujourd'hui 50% des émissions totales de la capitale, feront l'objet de multiples évolutions destinées à diminuer de 75% leurs émissions : pour la mobilité, division par deux du parc de véhicules (600.000 aujourd'hui) en circulation ; taux d'occupation passant de 1,1 aujourd'hui à 2 personnes par véhicule ; multiplication des modes de transport partagés, des transports en commun et des motorisations électriques. Pour le fret, un accroissement très important du recours au fluvial (multiplié par cinq) et au ferroviaire.

En revanche, l'équipe actuelle se refuse toujours à envisager toute forme de péage urbain, une solution à laquelle elle préfère l'extension des zones à basses émissions (et restriction de circulation), jusqu'à l'A86 le cas échéant. Plus aucune voiture ne serait autorisée à circuler le weekend, et le boulevard périphérique serait transformé en boulevard urbain accueillant espaces verts, agriculture urbaine, logements mais aussi centres de tri et logistique ?

Les résultats attendus passent également par une diminution des déplacements, notamment grâce à un développement important du télétravail qui va de pair avec la généralisation des lieux de travail partagés. Un partage qui devrait également se développer en matière d'habitat.

Afin d'abaisser des trois-quarts les émissions des bâtiments, le parc immobilier ferait l'objet d'un vaste plan de rénovation énergétique, qui concernerait pas moins de 75% des bâtiments. Seraient visés en priorité l'habitat social et les co-propriétés, qui traînent aujourd'hui les pieds en raison de complexités réglementaires en voie de simplification. Le développement de la construction bois permet aussi de séquestrer des émissions de CO₂.

D'importants gisements d'économie se situent également dans l'assiette des Parisiens. En effet, associés au développement de l'agriculture urbaine sur 150 hectares et des circuits courts, des menus moins carnés, sans devenir totalement végétariens, permettraient d'abaisser de 70% ce poste qui représente aujourd'hui un cinquième des émissions parisiennes. Grâce à ces évolutions, ajoutées à une généralisation de l'économie circulaire, la quantité de déchets produits par habitant serait divisée par deux, passant de 500 à 220 kilos par an.

10.000 KILOMÈTRES CARRÉS DE FORÊTS POUR LES ÉMISSIONS INCOMPRESSIBLES

Evidemment, l'approvisionnement en énergie devrait se verdir radicalement. L'étude mentionne ainsi 20% des toits de Paris intra muros (soit six millions de mètres carrés) couverts de panneaux solaires, associés à des solutions de stockage et de réseaux intelligents. Contribuer au financement et à l'exploitation d'énergies renouvelables en dehors de ses murs permet même à la capitale de passer d'une baisse de -70% à -80% de ses émissions. Pour ce faire, il lui faut participer au développement de 20 GW de photovoltaïque (un tiers des capacités nationales prévues dans le cadre du scénario central du scénario 100% renouvelable en 2050 de l'Ademe) et à l'installation de 15 GW d'éolien (un sixième des capacités prévues selon le même scénario).

Et ça n'est pas tout. L'étude estime qu'en poursuivant sur sa trajectoire actuelle, il faudrait 50.000 kilomètres carrés de forêts pour compenser les quelque 25,6 millions de tonnes d'équivalent CO₂. En réduisant ses émissions de 80%, l'absorption de la part incompressible (5 millions de tonnes) permettant d'atteindre la neutralité carbone nécessiterait encore 10.000 kilomètres carrés de forêts, soit la superficie de l'Île-de-France...

Et c'est sans doute là l'un des points les plus épineux de cet ambitieux projet : comme l'a montré l'épisode des voies sur berges rive droite, Paris ne peut raisonner comme une île au milieu du désert. Depuis cette décision de la maire de Paris de fermer 1,3 kilomètre de cette voie rapide en septembre 2016, la Ville et la Région sont à couteaux tirés, même si les conférences de presse respectives de la présidente de la région Valérie Pécresse et de l'adjoint d'Anne Hidalgo aux transports Christophe Najdovski le 14 mars semblent montrer un apaisement dans ce feuilleton.

En revanche, la mutualisation de solutions avec d'autres villes au sein de réseaux tels que le C40 (qui regroupe les ■ ■ ■

grandes villes les plus actives dans la lutte contre le changement climatique et dont Anne Hidalgo est l'actuelle présidente) sont un facteur d'accélération des progrès. D'autant plus lorsqu'elle se traduit par des actions communes telles que des commandes publiques pour des équipements plus performants, comme les véhicules électriques dédiés au ramassage des déchets.

L'IMAGINAIRE COLLECTIF PLUS PUISSANT QUE LA TECHNOLOGIE

Plus que la technologie, la gouvernance est donc l'un des points essentiels du projet, d'autant plus que pas moins de cinq mandats

électifs vont se succéder d'ici à l'échéance 2050.

Et, plus que tout, l'adhésion des habitants à ce projet ambitieux. Sur ce point, l'étude insiste beaucoup sur l'importance d'un récit résonnant dans l'imaginaire collectif, ancré dans la culture et l'histoire de Paris et sur le caractère festif que devront revêtir les importants changements de comportements attendus des Parisiens. Et rappelle, manière de démontrer la faisabilité d'une telle évolution en un laps de temps si court, qu'il n'a pas fallu plus de 30 ans à la capitale française pour s'électrifier entre 1870 et 1900 et devenir la Ville Lumière... 



La tribune - Propos de Célia Blauel, recueillis par Dominique Pialot «DANS L'ÉNERGIE, LES VILLES ONT LA VOLONTÉ DE REPRENDRE LA MAIN»



Dix ans après son premier plan climat, la Ville de Paris votera cet automne sa nouvelle feuille de route portant sur la période 2020/2030, avec en ligne de mire une ville neutre en carbone 2050. Afin que les habitants et acteurs du territoire s'en approprient les ambitions, ses équipes ont recueilli les suggestions de ses habitants, mais aussi d'associations, d'ONG et d'entreprises, en matière de transports, d'énergie, de logement ou de déchets. Une synthèse de ces mois de travaux est présentée le 5 avril. L'occasion de faire le point avec Célia Blauel, maire adjointe chargée de l'environnement et du plan climat énergie territorial.

LA TRIBUNE - LE PLAN CLIMAT ÉNERGIE DE 2012 EST EN VIGUEUR JUSQU'EN 2020, MAIS VOUS ÊTES DÉJÀ EN TRAIN DE PRÉPARER LE SUIVANT. POURQUOI ?

CELIA BLAUEL - Plutôt que d'une révision du plan climat, je préfère parler de l'écriture d'une nouvelle page des politiques climat, qui doit permettre à Paris de répondre à ces enjeux dans une ère post-COP21. C'est notre contribution locale à la mise en œuvre de l'Accord de Paris. En termes de calendrier, nous souhaitons donner une accélération au plan climat en cours sur la période 2018-2020, en accord avec les recommandations du GIEC. Quant au prochain, il sera gravé dans le marbre pour la période 2020-2030, avec en ligne de mire la perspective de la neutralité carbone en 2050.

VOUS AVEZ ENTAMÉ UNE CONCERTATION AUPRÈS DES PARISIENS ET DES ACTEURS DU TERRITOIRE: DANS QUELLE LOGIQUE CETTE INITIATIVE S'INSCRIT-ELLE ?

Notre action repose sur trois piliers : les politiques publiques, la mobilisation des territoires et la coopération entre villes. Le bilan carbone que nous avons fait faire révèle que la mairie est directement responsable de 1% des émissions de la ville et que nous pouvons agir sur 20%. Pour les 80% restants, il nous faut embarquer et impliquer nos concitoyens. C'est l'objet de notre démarche depuis 2014.

Pour ce plan climat, notre objectif est de renverser les logiques de construction. Il ne s'agit pas de se fixer des objectifs à trop long terme mais d'améliorer le quotidien des Parisiens tout en diminuant collectivement nos émissions de CO₂.

QUELLE FORME A PRIS CETTE CONSULTATION ?

Nous avons entamé un processus participatif ouvert jusqu'en septembre. Depuis cinq mois, plus de 700 personnes (représentant de grandes entreprises, des ONG, l'Agence parisienne pour le climat, le Conseil parisien de la jeunesse, des associations, des think tanks et des agents de la Ville, etc.) ont participé à des ateliers, des conférences ou des réunions publiques.

Par ailleurs, une « conférence citoyenne » a été menée pendant deux weekends auprès d'un panel composé de 21 Parisiens et métropolitains, non militants. Nous avons constaté à cette occasion que le climat était loin d'être une préoccupation partagée par tous. Mais, sur la plateforme « Madame la Maire, j'ai une idée », le sujet a attiré 280 contributions, plus que la fermeture des voies sur berges.

VOUS AVEZ RENDU PUBLIQUE IL Y A QUELQUES SEMAINES « PARIS CHANGE D'ÈRE », UNE ÉTUDE QUI PROJETTE PARIS DANS UN AVENIR NEUTRE EN CARBONE À L'HORIZON 2050. QUELS ENSEIGNEMENTS PEUVENT ÊTRE UTILES AU NOUVEAU PLAN CLIMAT ?

Cette étude commandée à Elioth (un groupement de cabinets composé des cabinets spécialisés Egis Conseil, Quattrollibri et Mana), est un pan de notre dispositif global. Elle positionne la ville sur une trajectoire compatible avec l'Accord de Paris, c'est-à-dire neutre en carbone et exclusivement alimentée aux énergies renouvelables à l'horizon 2050.

Cette étude, qui reçoit un accueil très positif dans un contexte global pourtant difficile, apporte également un enseignement essentiel : la nécessité de ré-injecter une dose d'humain dans ces politiques climatiques. Nous n'avons pas à rougir de notre action sur le climat en matière de politique publique, mais il faut remettre les gens au cœur de cette démarche. ■ ■ ■

DANS QUELS DOMAINES LIÉS AU CLIMAT AVEZ-VOUS OBTENU À CE JOUR LES MEILLEURS RÉSULTATS ?

Le plan climat qui court jusqu'en 2020 vise un objectif global de baisse de 25% des émissions. Dans certains secteurs, la pente est meilleure que dans d'autres. Alors que de nombreuses villes se cantonnent à un domaine précis (transports, énergie, bâtiments, alimentation, déchets...) nous avons effectué un bilan carbone le plus large possible.

Cela nous permet de confirmer que les options politiques que nous avons prises vont dans le bon sens. Là où nous avons mis le plus de moyens, nous avons obtenu des résultats significatifs. Par exemple dans les transports, les émissions ont diminué de 39% entre 2004 et 2014. Dans le bâtiment, nous avons mené en moyenne 4500 rénovations par an dans le logement social depuis 2008, quand l'étude Elioth en évoque 5500. Le programme « Eco-rénovons Paris », le premier mené à cette échelle, a favorisé la rénovation dans le privé, notamment en simplifiant les démarches pour les co-propriétés. Pour aller plus loin, il faudra miser aussi sur un changement de comportement, l'implication des individus, du territoire, et du national.

QUELLES ACTIONS LA VILLE PEUT-ELLE MENER À SON ÉCHELLE ?

En termes de financement, nous pouvons réactiver les aides existantes et nous souhaitons également lever des capitaux. Grâce à la loi sur le statut de Paris, nous envisageons de lancer un fonds d'investissement pour la transition d'ici à la fin de l'année 2017. Nous menons aussi des réflexions autour du financement participatif pour financer des énergies renouvelables.

Sur ces sujets, nous partons toujours d'une page blanche. Les financements européens ne parviennent toujours pas aux villes, les relations avec le système bancaire sont complexes... En outre, il faudrait changer les ratios en extrayant du montant des investissements globaux de la ville tout ce qui concerne la transition énergétique afin de ne pas pénaliser les villes les plus ambitieuses sur ce sujet.

QUELS SONT, À L'INVERSE, LES DOMAINES OÙ VOUS ÉPROUVEZ LE PLUS DE DIFFICULTÉS ?

En matière d'alimentation, beaucoup a été fait, mais les progrès ont tendance à être effacés par l'accroissement de la population. Sur l'énergie, nous avons bien avancé, mais cela demeure un défi énorme. Depuis le 1er janvier 2016, nous avons opté pour une

électricité verte à 100%, et menons des projets d'énergies renouvelables, de récupération de chaleur fatale dans les data centers et les eaux usées... Actionnaire minoritaire de CPCU [le réseau de chaleur de Paris, Ndrl], nous sommes légitimes à participer au choix du mix énergétique, qui est pour plus de 50% composé d'énergies renouvelables.

Mais l'énergie est l'un des sujets sur lesquels les villes ne peuvent pas tout faire. C'est pourquoi nous poursuivons une démarche de plaidoyer auprès de l'Etat, car le poids du national a tendance à prendre de plus en plus d'importance. De façon générale, on assiste actuellement à une reprise en main plus forte par le politique des grands réseaux stratégiques : électricité, gaz, chaleur/froid... Une expertise s'est développée en interne, et les relations de travail avec les opérateurs sont devenues plus constructives et plus intenses. Les élus et les experts sont mieux à même de produire une contre-expertise, ce qui rend le rapport avec les opérateurs plus égalitaire. Il y a une vraie volonté de reprendre la main, qui transcende les courants politiques. A Paris en particulier, nous sommes aussi confortés par des opérations réussies de remunicipalisation (comme ce qui a été fait pour l'eau, Ndrl). Et cette situation ne va pas se limiter à l'échelle locale, mais les villes vont également exprimer leur position au niveau national.

ON SAIT ANNE HIDALGO, PRÉSIDENTE DU C40, TRÈS IMPLIQUÉE SUR CES SUJETS.

QUELLE EN EST L'INCIDENCE ?

Cela facilite évidemment les relations avec nos partenaires sur ces thématiques. Mais nous sommes conscients qu'il reste encore du travail concernant la mobilisation des Parisiens, même s'ils ont des modes de consommation plus responsables que la moyenne française. Ils restent très auto-centrés et avant tout intéressés par leur santé. Cela dit, d'après Edgar Morin, « consommer bio, c'est une petite façon de résister. »

CRAIGNEZ-VOUS D'ÊTRE CONTRAINTE À UN RETOUR EN ARRIÈRE SUR CES SUJETS DU CLIMAT ET DE L'ENVIRONNEMENT SELON LE CANDIDAT QUE LES FRANÇAIS AURONT CHOISI À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE ?

Je ne pense pas qu'il soit envisageable de revenir sur les mesures mises en œuvre, mais le prochain président donnera le « la » sur les ambitions climatiques nationales. >>